

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 16 - 18 mai 2001**

## PROJETS SOUMIS À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Point 6 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2001/6-B**  
5 avril 2001  
ORIGINAL: ANGLAIS

## INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— ARMÉNIE 10053.0 (ancien No WIS 6120.02)

### Secours et aide au redressement en faveur des groupes vulnérables

<b>Nombre de bénéficiaires</b>	<b>140 000 par an</b>
<b>Femmes:</b>	
<b>Première année</b>	<b>95 043</b>
<b>Deuxième année</b>	<b>87 257</b>
<b>Durée du projet</b>	<b>Deux ans (1er juillet 2001–30 juin 2003)</b>
<hr/>	
<b>Coût (dollars E.-U.)</b>	
<b>Coût total pour le PAM</b>	<b>28 562 781</b>
<b>Coût total des produits alimentaires</b>	<b>15 504 499</b>

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM ([http://www.wfp.org/eb\\_public/EB\\_Home.html](http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html)).

# Note au Conseil d'administration



**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Région Asie et Europe orientale (OAE)                      M. J. Powell                      tél.: 066513-2209

Conseiller pour le développement, OAE: Mme B. Bonnevaux                      tél.: 066513-2743

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



# Résumé

Petit pays enclavé dans le sud du Caucase, l'Arménie traverse actuellement une période de transition difficile vers une économie de marché. L'ampleur et la gravité de la pauvreté sont telles que bon nombre de pauvres souffrent de malnutrition et sont exposés saisonnièrement à la faim. L'Arménie est un pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) qui compte les taux de chômage et de sous-emploi les plus élevés de la Communauté des Etats indépendants (CEI). La sous-alimentation, qui touche au moins 20 pour cent de la population, est un problème persistant.

La migration ininterrompue est liée directement au chômage généralisé, souvent perçu comme irrémédiable, au paiement tardif des salaires et des allocations, et aux perspectives d'amélioration très limitées. A cette période difficile d'ajustement structurel vient s'ajouter le différend non réglé au sujet de l'enclave du Nagorno-Karabakh. Malgré le cessez-le-feu qui dure depuis 1994, la situation actuelle reste politiquement et économiquement instable. Bien que les deux parties soient tenues de parvenir à un compromis et de trouver une solution au conflit, il n'y a eu jusqu'ici aucune évolution perceptible en ce sens. Le blocus économique imposé par la Turquie et l'Azerbaïdjan perturbe toujours les échanges commerciaux. Tandis que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et la communauté internationale poursuivent leurs efforts pour résoudre le différend, l'aide du PAM jouera un rôle déterminant pendant au moins deux ans encore. Les bienfaits d'un accord de paix et de la réouverture des frontières ne se répercuteront que très progressivement sur les groupes les plus démunis d'Arménie.

Les femmes ont été les plus touchées par le chômage et la migration. Les ménages dirigés par une femme figurent parmi les plus défavorisés sur le plan économique et social. Ils courent deux fois plus de risques de consommer un unique repas quotidien que les autres ménages. La présente opération vise 140 000 bénéficiaires par an qui souffrent de malnutrition chronique, femmes et enfants pour la plupart. Il s'agit d'une opération de secours. Si des articles non alimentaires peuvent être fournis à l'appui du pays par des partenaires ou par le PAM directement dans le cadre de cette opération, des dizaines de milliers de bénéficiaires auront la possibilité de parvenir à l'autosuffisance par le biais d'activités de remise en état de l'infrastructure agricole et vivres pour formation, par exemple.

Outre l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) actuelle, le PAM mène une opération d'urgence afin de venir en aide aux victimes de la sécheresse qui a gravement frappé le pays au cours de l'été 2000.

## Projet de décision

Le Conseil approuve l'IPSR Arménie 10053.0—Secours et aide au redressement en faveur des groupes vulnérables (WFP/EB.2/2001/6-B).



## CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'AIDE

### Contexte de la crise et analyse de la situation

1. Dans les années 80, l'Arménie était un pays essentiellement industriel; en 1985, la part de l'industrie dans le produit intérieur brut (PIB) s'élevait à 73,9 pour cent<sup>1</sup>. Le démantèlement de l'Union soviétique et le différend au sujet de l'enclave du Nagorno-Karabakh ont débouché sur une crise énergétique grave et un blocus économique, d'où l'effondrement général de la capacité industrielle du pays. La crise financière qui a frappé la Russie en 1998 a accéléré encore le déclin économique de l'Arménie. En 1998, le PIB de l'Arménie n'atteignait que 41 pour cent de la valeur de 1989<sup>2</sup>. La composition du PIB a considérablement changé et en 1999, l'industrie ne représentait plus que 20,4 pour cent, l'agriculture 29,8 pour cent, les services 41,3 pour cent, et les autres secteurs 10 pour cent<sup>3</sup>. Aujourd'hui, l'agriculture est la source d'emplois la plus importante, avec approximativement 40 pour cent de la population active travaillant dans ce secteur.
2. Fin 1996, 55 pour cent de la population vivait dans un état de pauvreté absolue. La dégradation constante de la situation socio-économique a conduit à une grave inégalité dans la répartition du revenu national, comme l'indique le coefficient Gini élevé (0,690 en 1998/99)<sup>4</sup>. D'après un rapport de la Banque mondiale publié en juin 1999 sur l'amélioration de l'aide sociale en Arménie, la population reste très exposée à la pauvreté, bon nombre de ménages oscillant de part et d'autre du seuil de pauvreté et le taux de chômage atteignant 25 pour cent.
3. L'ampleur du chômage a contraint une part importante de la population à pratiquer l'agriculture de subsistance pour survivre, bien que cela ne contribue guère à approvisionner les marchés d'Arménie. La part des importations de produits alimentaires reste élevée. En outre, à cause de la sécheresse de 2000, les récoltes de blé et d'orge ont chuté de 27 pour cent et 40 pour cent de la récolte de pommes de terres<sup>5</sup> ont été perdus.
4. On a observé une croissance de la pauvreté chez les femmes, qui ont le plus gravement souffert des conséquences du chômage et de la migration. Les ménages dirigés par une femme figurent parmi les plus défavorisés sur le plan tant économique que social. Environ 82 pour cent de femmes avec quatre enfants ou plus sont sans emploi. Soixante-sept pour cent des mères célibataires sont au chômage<sup>6</sup>. La plupart des familles nombreuses (51 pour cent) et des mères célibataires (63 pour cent) ne comptent que sur les fonds envoyés de l'étranger par leur famille et sur d'autres prestations pour survivre. Par le passé, 100 dollars E.-U. envoyés par un émigré à sa famille en difficulté suffisaient pour aider celle-ci à survivre quelques mois. Toutefois, du fait des crises économiques qui ont frappé dernièrement la Russie, les possibilités des travailleurs arméniens de gagner suffisamment

<sup>1</sup> *Interim Poverty Reduction Strategy Paper*, Erevan, 2000.

<sup>2</sup> *Human Development Report*, Arménie, 1999.

<sup>3</sup> *Human Development Report*, Arménie, 1999.

<sup>4</sup> Le coefficient Gini est établi à partir de la répartition cumulative des revenus au sein de la population, en fonction des revenus par habitant.

<sup>5</sup> Evaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires FAO/PAM, 5 octobre 2000.

<sup>6</sup> Rapport sur la situation des femmes, Arménie 1999.



d'argent pour en envoyer à leur famille sont limitées, d'où une baisse considérable des fonds reçus de l'étranger.

### Politiques et programmes de redressement menés par le gouvernement

5. Ces dernières années, la réforme de l'économie arménienne a progressé et tend vers la croissance et la stabilité macro-économique. Malgré la croissance économique signalée ces dernières années, les indicateurs de pauvreté n'ont pas changé en raison de la polarisation de la répartition des revenus. Pour surmonter ce problème, le gouvernement, en collaboration avec la communauté internationale, met actuellement au point une stratégie nationale de réduction de la pauvreté qui devrait être définitivement arrêtée à la fin de 2001. Cette stratégie servira de base à un appui financier à long terme de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI) et d'autres donateurs internationaux. Elle décrit les mesures devant être prises par le gouvernement pour permettre aux plus vulnérables d'accéder à un niveau de vie minimum officiellement acceptable, et comprend une composante de lutte contre la corruption dans l'administration publique. Cette stratégie sera mise en oeuvre en même temps que la stratégie de promotion de la croissance économique du pays. Les Nations Unies, par le biais des institutions présentes sur place, participent activement à la stratégie de réduction de la pauvreté.
6. Le gouvernement se fonde toujours sur l'indice de vulnérabilité PAROS<sup>7</sup> pour appliquer son système d'allocations. Le Ministère des services sociaux, s'inspirant de la stratégie vivres-contre-travail du PAM, met actuellement au point un programme destiné à faire participer les bénéficiaires des allocations à des travaux d'intérêt public en échange de ses prestations.

### Justification de l'aide

7. En janvier 1999, une mission d'évaluation conjointe des donateurs qui s'est rendue dans le Caucase sous la direction du PAM a conclu que la situation s'était stabilisée en Arménie, mais que des opérations de secours et de redressement demeuraient nécessaires. L'opération d'urgence s'est achevée en juin 1999, et une IPSR intérimaire a été introduite en vue du retrait progressif des opérations du PAM en Arménie d'ici à 2002. Cette stratégie reposait sur l'espoir d'une amélioration de la situation économique en 2002. Toutefois, deux facteurs nouveaux ont eu des incidences négatives sur la situation socio-économique et politique, à savoir la crise financière de 1998 en Russie et les fusillades qui ont eu lieu à l'Assemblée nationale en octobre 1999. En outre, les tendances positives du développement macro-économique et la solution au problème du Nagorno-Karabakh seront effectivement bénéfiques pour les pauvres dépendant de l'aide sociale, mais à long terme. D'ici là, l'intervention de secours du PAM sera nécessaire pour obtenir des résultats immédiats et à court terme; par conséquent, il faudra revoir la base sur laquelle repose l'évaluation conjointe des donateurs.
8. Environ 55 pour cent de la population ne parviennent pas à assurer leur besoins alimentaires de base. Les couches les plus défavorisées consacrent 73 pour cent de leurs

<sup>7</sup> PAROS est un système d'évaluation de la pauvreté du gouvernement, mis en place avec le soutien de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) en 1995. Il s'agit d'un système ouvert permettant l'enregistrement continu des ménages vulnérables. Avec PAROS, l'évaluation de la vulnérabilité des ménages ou des familles repose sur: i) la composition de la famille, y compris la présence de membres de la famille appartenant à un groupe socialement vulnérable; ii) le niveau de revenu du ménage en termes financiers et/ou d'actifs; et iii) le lieu et les conditions de résidence. Des valeurs numériques sont attribuées à chaque variable et un indice de vulnérabilité est calculé pour chaque ménage; plus l'indice est élevé, plus la famille est vulnérable. Les principaux groupes identifiés par le système PAROS sont les retraités et les ménages dirigés par une femme.



revenus à l'achat de produits alimentaires. Environ 70 pour cent de la population comptent sur la production agricole pour survivre. L'agriculture est devenue un filet de sécurité moins efficace, comme le montre le fait que la pauvreté extrême est plus répandue dans les zones rurales. La taille moyenne des parcelles est de 1,2 à 1,5 hectare par ménage. Les terres cultivables disponibles couvrent 66 pour cent du pays mais seules 30 à 40 pour cent sont exploitées faute d'accès à l'irrigation, aux intrants agricoles, aux compétences techniques, et à du matériel efficace. Suite à la sécheresse de l'été dernier, qui a ravagé les cultures et affecté l'élevage, une part importante de la population rurale vit actuellement dans des conditions précaires. Les ménages ruraux qui pratiquent l'agriculture de subsistance, ayant perdu l'essentiel de leurs produits, n'ont plus grand chose à vendre ou à échanger, et sont par conséquent exposés à de graves pénuries alimentaires. Les mécanismes de survie disponibles, tels que l'émigration ou la consommation des semences et du bétail, aggraveront les méfaits de la sécheresse au cours des prochaines années. En outre, d'après les renseignements des services météorologiques et les rapports de suivi du PAM dans les régions touchées par la sécheresse, les précipitations et les chutes de neige dans les zonesensemencées en cultures d'hiver ont été inférieures à la normale en automne et en hiver, ce qui laisse présager que la sécheresse continuera d'affecter la prochaine récolte. Pour suivre l'évolution de la sécheresse actuelle, le PAM participera à l'envoi sur place au printemps 2001 d'une mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires.

9. D'après une enquête sur la nutrition et la sécurité alimentaire portant sur 3 900 ménages et menée à l'échelle nationale en septembre 2000 par le PAM, avec le cofinancement de l'UNICEF et du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les ménages à faibles revenus avaient des niveaux de consommation insuffisants et un régime alimentaire fortement déséquilibré, essentiellement à base de pain, de pommes de terres, de thé et de chou. Près de 61 pour cent des ménages avaient vendu leurs actifs pour assurer leurs besoins alimentaires. Environ 56 pour cent des ménages ont déclaré avoir changé leurs habitudes alimentaires et consommer des aliments meilleur marché, tandis que 10 pour cent d'autres avaient réduit leur repas en quantité ou en fréquence. Une enquête statistique sur sept jours a montré que tandis que 98 pour cent des ménages avaient consommé du pain sur une base quotidienne, beaucoup n'avaient pas consommé d'aliments supplémentaires qui auraient permis un apport nutritionnel adéquat. Moins d'un ménage sur quatre avait consommé de la viande, source importante de fer, ce qui contribuera probablement à augmenter le taux d'anémie déjà élevé. En 1998, une enquête sur la nutrition a montré que 26 pour cent des enfants de moins de cinq ans et 15 pour cent des femmes souffraient d'anémie<sup>8</sup>. Trente-deux pour cent de la population sont privés de produits laitiers, qui sont des aliments essentiels et de bonnes sources de calcium. Ceux qui consommaient effectivement des produits laitiers n'en consommaient pas assez souvent ni en quantité suffisante. Les légumes frais sont une autre source importante de vitamines et de minéraux, mais une grande partie des personnes interrogées n'en mangeaient pas régulièrement.
10. Ces mauvais schémas de consommation alimentaire se traduisent par des niveaux élevés de malnutrition infantile. Tandis qu'en 1998, la sous-alimentation chronique variait de 6,2 à 44 pour cent, avec une moyenne de 13 pour cent, l'enquête menée en 2000 a révélé des taux de malnutrition allant de 14 à 31 pour cent, la moyenne étant de 22 pour cent et donc plus élevée que précédemment. Des niveaux de malnutrition particulièrement élevés ont été observés à Gegharkunik et à Syunik. En se fondant sur le critère de la mesure de la

---

<sup>8</sup> Rapport sur la situation des femmes, Arménie, PNUD, HCR, UNICEF et PAM, 1999.



circonférence du bras en son milieu, l'enquête de 2000 a également révélé que 7,8 pour cent de la population âgée souffrait de malnutrition.

11. S'agissant des ménages dont les enfants souffraient de sous-alimentation chronique, les statistiques ont montré qu'ils consommaient moins, tous aliments confondus, que les ménages qui ne comptaient pas d'enfant mal nourri. L'incidence de la malnutrition chronique variait en fonction du nombre de membres à même de trouver un emploi. Environ 27 pour cent des enfants des ménages sans emploi stable souffraient de malnutrition chronique, contre 18 pour cent dans les ménages dont au moins un des membres travaillait. Parmi les ménages ne consommant qu'un seul repas par jour, ceux dont aucun des membres n'était actif (13,8 pour cent) étaient deux fois plus nombreux que ceux dont un membre était actif (6,5 pour cent) et trois fois plus nombreux que ceux dont deux des membres avaient un emploi (3,8 pour cent).
12. Parmi les ménages consommant un seul repas par jour, 16,1 pour cent étaient dirigés par une femme, soit le double de ceux dirigés par un homme (8,4 pour cent). Les ménages de personnes âgées célibataires étaient les plus nombreux, représentant 23,4 pour cent. La population de réfugiés avait la plus faible fréquence de consommation de tous les produits alimentaires, à l'exception du pain, des pâtes et des pommes de terre, par rapport aux autres ménages. Les facteurs associés à un apport alimentaire insuffisant et à la malnutrition comprennent notamment l'absence de membre actif dans le ménage, le fait que le ménage soit dirigé par une femme, le statut de réfugié, le manque d'accès aux terres, le statut de retraité et l'absence de soutien de la part de parents à l'étranger.
13. Pour poursuivre le processus de relèvement et d'autosuffisance alimentaire, il est recommandé d'exécuter la présente IPSR pendant deux ans, et de faire une évaluation au bout d'un an pour décider de l'intervention future du PAM en Arménie.

---

## STRATEGIE DE REDRESSEMENT

### Rôle de l'aide alimentaire

14. L'aide alimentaire est indispensable aux familles qui connaissent des pénuries alimentaires chroniques. Les régions les plus touchées de l'Arménie ont un taux de malnutrition chronique pouvant aller jusqu'à 32 pour cent. La consommation alimentaire n'a cessé de se dégrader, de nombreux ménages renonçant à des produits alimentaires importants. Les enfants des ménages dont aucun membre n'est actif, les réfugiés et les personnes âgées sont les plus touchés. La malnutrition chronique est de près de 10 pour cent supérieure dans les ménages dont aucun membre n'est actif, par rapport à ceux où un membre est actif<sup>9</sup>. L'aide du PAM contribuera de façon décisive à inverser ces tendances négatives en matière de nutrition.
15. L'aide alimentaire pourvoira directement aux besoins alimentaires à court terme de la population la plus vulnérable d'Arménie, mais elle servira également à créer des actifs durables. L'aide alimentaire et des activités de relèvement seront utilisées pour créer et appuyer l'infrastructure agricole par le biais de la réparation des réseaux d'irrigation, du défrichage des terres et de la formation aux techniques agricoles améliorées.

---

<sup>9</sup> Enquête du PAM sur la nutrition, effectuée en coopération avec l'UNICEF et le HCR, Arménie, septembre 2000.



16. Des activités vivres-contre-travail (VCT) seront également menées dans les zones défavorisées sur le plan économique, où les interventions du PAM aideront à la reconstruction essentielle de l'infrastructure de base. Les réfugiés bénéficieront d'une aide pour réparer et améliorer les abris.
17. Toutes les activités du PAM viseront toujours plus à renforcer les capacités d'auto-assistance par la responsabilisation des populations et des communautés, la formation professionnelle et le soutien au secteur éducatif.

### Approche-programme

18. L'IPSR envisagée s'efforce de maintenir l'approche secours et redressement utilisée dans la précédente intervention. En l'occurrence, tous les bénéficiaires du PAM ont droit en principe à des secours. Toutefois, pour préparer la population visée à faire face plus efficacement aux crises futures, le PAM s'efforcera dans la mesure du possible de passer de la distribution de secours à des activités vivres-contre-travail et vivres pour formation (VPF), en combinant l'aide alimentaire avec des intrants techniques fournis par les partenaires nationaux et internationaux. Il ressort des entretiens avec le Ministère des services sociaux et des représentants des collectivités locales, des agences de développement international et de la communauté des donateurs que des activités "vivres pour la création d'actifs" sont préférables aux distributions de secours alimentaires.
19. La bonne coordination entre le gouvernement, les institutions des Nations Unies et les ONG sera maintenue grâce à des réunions de coordination qui se tiendront régulièrement tous les quinze jours sous la direction du PAM. L'exécution conjointe des projets avec les différentes institutions des Nations Unies (UNICEF, HCR, PNUD et OMS) se poursuivra.
20. L'expérience montre que le succès des interventions du PAM s'appuie sur la transparence, la participation et la responsabilisation des collectivités locales, la concertation et la coopération avec les partenaires et le recours aux capacités techniques et éducatives locales.

### Evaluation des risques

21. Le succès de l'IPSR dépendra dans une large mesure du degré de soutien de la communauté des donateurs et de la capacité des partenaires d'exécution. Un facteur immédiat est la stabilisation de la situation politique et économique, en particulier le règlement du différend au sujet du Nagorno-Karabakh.

### Buts et objectifs

22. Le but global du PAM sera d'améliorer la sécurité alimentaire de la population d'Arménie chroniquement touchée par la faim, la malnutrition et la sous-alimentation.
23. Les objectifs seront les suivants:
  - sauver des vies grâce à la fourniture d'une alimentation adéquate;
  - garantir la sécurité alimentaire des groupes les plus vulnérables incapables de faire face aux crises économiques extérieures;
  - améliorer l'état nutritionnel des populations vulnérables souffrant de malnutrition, en particulier les femmes et les enfants; et
  - responsabiliser les communautés, en particulier les groupes marginalisés et les femmes, afin qu'elles participent à la prise de décisions au sujet de questions liées à la sécurité alimentaire qui peuvent affecter le développement des collectivités.





## PLAN D'EXECUTION

### Besoins et ciblage des bénéficiaires

24. Dans l'IPSR précédente, le PAM a utilisé intensivement PAROS, le système d'évaluation de la vulnérabilité du gouvernement, comme mécanisme de ciblage des secours. Toutefois, PAROS ne fournit pas les données portant spécifiquement sur la nutrition dont le PAM a besoin pour cibler les besoins dans ce domaine. Par conséquent, le bureau de pays utilisera, outre PAROS, les résultats obtenus par l'enquête sur la nutrition menée par le PAM en septembre 2000, qui visait à recueillir des données permettant de cibler l'aide alimentaire pour l'IPSR. Le PAM passera en revue le ciblage actuel des bénéficiaires et adoptera progressivement une stratégie fondée sur les besoins de ces bénéficiaires, tels qu'ils ont été identifiés par l'enquête sur la nutrition et d'autres analyses pertinentes, telles que la prochaine enquête du PAM sur l'économie vivrière des ménages, qui permettra de rassembler des données de référence, et une enquête sur la démographie et la santé financée par l'USAID. D'après l'enquête sur la nutrition, les trois groupes sociaux indiqués au tableau 1 figurent parmi les plus vulnérables et les plus nécessiteux; ils seront donc le groupe cible du PAM pour la présente IPSR.
25. L'enquête sur la nutrition établit un lien entre la malnutrition et l'insuffisance de la ration alimentaire, ce qui démontre la nécessité d'une aide alimentaire et d'un mécanisme de ciblage. Un indice de la consommation alimentaire a été élaboré à partir d'une liste d'aliments consommés sur sept jours. Une note a été attribuée à chaque produit alimentaire—une note élevée aux aliments fournissant beaucoup d'énergie et de nutriments par unité et une note faible aux autres. La note attribuée à chaque aliment a ensuite été multipliée par le nombre de fois où cet aliment a été consommé au cours des sept jours. Sur cette base, les ménages le plus exposés à l'insécurité alimentaire ont été identifiés comme suit:
- les ménages sans terre, sans emploi et ne bénéficiant pas d'envois de fonds de l'étranger, et ceux constitués de retraités;
  - les ménages dirigés par une femme, dont aucun membre ne travaille et qui ne bénéficie pas d'envois de fonds de l'étranger; et
  - les ménages de réfugiés.
26. D'après la classification de la malnutrition, les régions de Gegharkunik, Syunik et Tavush ont été identifiées comme particulièrement vulnérables. Du fait de la forte concentration de réfugiés dans la capitale, Erevan, l'intervention doit aussi porter en priorité sur cette ville. Le tableau 2 montre le nombre total de bénéficiaires devant être visés sur deux ans. Les chiffres du tableau sont fondés sur les chiffres officiels recueillis lors du recensement de 1988, ce qui ne reflète pas les flux d'émigration à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique et de la guerre dans le Nagorno-Karabakh. Actuellement, on ne dispose pas de données à jour sur la population; c'est pourquoi, pour le ciblage, on est parti du principe que 40 à 80 pour cent (soit une moyenne de 60 pour cent) de la population recensée en 1988 sont restés en Arménie. Par conséquent, 140 000 bénéficiaires par an ont été retenus pour ce programme de deux ans. Ce chiffre correspond à environ la moitié des personnes vulnérables après prise en compte de l'émigration.

<b>TABLEAU 1: CIBLAGE GÉOGRAPHIQUE DES BÉNÉFICIAIRES</b>					
<b>Provinces</b>	<b>Population</b>	<b>Nombre de personnes</b>	<b>Nombre de personnes au</b>	<b>Ménages</b>	<b>Total</b>



	au sein de ménages sans terre, sans emploi et ne recevant pas de fonds de l'étranger		sein de ménages dirigés par de réfugiés* une femme ayant des terres, sans emploi et ne recevant pas de fonds de l'étranger			
	Femmes	Hommes				
Geghahrkunik	278 8	6 800	10 5	10 500	10 121	<b>37 9</b>
Tavush	156 5	6 500	5 7	3 100	4 145	<b>19 4</b>
Syunik	164 1	6 300	5 2	1 950	5 565	<b>19 0</b>
Erevan	1 2	73 000	59 5	3 800	22 265	<b>158 5</b>
<b>Total</b>	<b>1 8</b>	<b>92 600</b>	<b>80 9</b>	<b>19 350</b>	<b>42 101</b>	<b>235 0</b>

\* Enquête conjointe HCR/Gouvernement arménien, état statistique au mois de décembre 2000 après ajustement pour prendre en compte le nombre de réfugiés ayant acquis la nationalité arménienne.

**TABLEAU 2: BÉNÉFICIAIRES PAR AN**

	Première année	Deuxième année	Total
Secours	55 000	30 000	<b>85 000</b>
VCT	45 000	60 000	<b>105 000</b>
VPF	40 000	50 000	<b>90 000</b>
<b>Total</b>	<b>140 000</b>	<b>140 000</b>	<b>280 000</b>

## L'assortiment alimentaire

27. L'équilibre nutritionnel de la ration alimentaire contribuera à éviter l'anémie chez les femmes par la fourniture de farine de blé enrichie en fer et d'huile végétale enrichie en vitamine A. La capacité locale d'enrichissement du blé est limitée et onéreuse. Il est par conséquent préférable de recevoir en nature les produits enrichis. Le risque présenté par la diminution de la ration protéique en raison de l'absence de produits laitiers et de viande sera compensé par un apport de protéines sous forme de légumes secs.
28. La *ration alimentaire de secours* fournira 1 922 kilocalories, soit 80 pour cent des besoins énergétiques journaliers en Arménie, compte tenu des basses températures hivernales, en particulier dans les zones montagneuses. La ration quotidienne par habitant se composera de 470 grammes de farine de blé enrichie en fer, 20 grammes d'huile végétale enrichie en vitamine A et 30 grammes de légumineuses. Le PAM ne fournira pas la totalité de la ration calorique et protéique quotidienne nécessaire, car les ménages visés assureront les 20 pour cent restants par leurs propres moyens.
29. La *ration VCT* quotidienne est destinée à assurer les besoins nutritionnels des ménages; elle est donc calculée sur la base de la taille moyenne des familles (4,2 personnes), multipliée par la ration individuelle décrite plus haut. La ration continuera de comprendre les produits suivants: 2 000 grammes de farine de blé enrichie en fer, 276 grammes (300 ml) d'huile végétale enrichie en vitamine A et 145 grammes de légumineuses. La valeur marchande de la ration VCT équivaut approximativement à un dollar. La valeur du panier de consommation minimum mensuel est estimée à 38 dollars. La durée moyenne d'un programme VCT est de 90 jours ouvrables.
30. Des sessions vivres pour formation seront combinées avec les projets VCT. Les participants VPF recevront la même ration que ceux des programmes VCT. La durée moyenne des activités VPF sera de 90 jours.



**TABLEAU 3: RATIONS IPSR POUR LES DIFFÉRENTES ACTIVITÉS DU PAM  
(SECOURS, VCT, VPF)**

Ration IPSR	Valeur nutritionnelle par 100 g (kcal)	Ration de secours		VCT/VPF ration (grammes)
		Ration quotidienne (grammes)	Valeur nutritionnelle (kcal)	
Farine de blé enrichi en fer	350	470	1 645	2 000
Huile végétale enrichie en vitamine A	885	20	177	276
Légumineuses	335	30	100	145
<b>Total</b>		<b>520</b>	<b>1 922</b>	<b>2 421</b>

## COMPOSANTES CLES DU PROGRAMME ET SELECTION DES ACTIVITES

### Aide aux groupes vulnérables

31. Le PAM fournira des rations alimentaires de secours aux retraités célibataires, qui n'ont pas de soutien de famille et qui vivent uniquement sur la retraite que leur verse l'Etat. En Arménie, la retraite versée par l'Etat est de 5,5 dollars par mois, ce qui est bien inférieur à la valeur de l'assortiment alimentaire minimum fixé par la Banque mondiale—qui est de 38 dollars—ainsi qu'au panier de consommation, fixé à 60 dollars. En outre, ces retraites ne sont pas versées régulièrement.
32. Des travailleurs sociaux livreront les rations alimentaires et fourniront des services sociaux de base à ces personnes âgées célibataires et isolées, y compris les réfugiés âgés des centres collectifs. Une activité VPF, exécutée en collaboration avec la Croix-Rouge arménienne et *Mission Armenia*, sera destinée à former des femmes dirigeant seules leur ménage ou mères de famille nombreuse, afin qu'elles deviennent des travailleurs sociaux dans le cadre d'une activité VCT. Par le biais de ces deux activités, les femmes identifiées auront la possibilité d'avoir des revenus et les personnes âgées recevront une aide.
33. Les réfugiés et les personnes vivant dans des habitations temporaires restent parmi les plus vulnérables d'Arménie. Le PAM aura recours à des activités VCT pour réparer les abris et les logements et remettre en état les installations sanitaires. Le bureau de pays travaillera en coopération avec le HCR, le *United Methodist Committee on Relief* (UMCOR) et le Conseil norvégien des réfugiés pour ce qui est des compétences techniques. Des intrants matériels et d'autres éléments seront recherchés auprès d'autres partenaires. Dans les zones économiquement défavorisées de Shirak, les activités VCT seront axées principalement sur des travaux de réparation essentiels du réseau d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

### Programme de nutrition

34. Le PAM et l'UNICEF effectueront une enquête sur les ménages dans les communautés où le PAM a constaté un taux élevé de malnutrition aiguë ou chronique. Sur la base des résultats de cette enquête, le PAM, en partenariat avec l'UNICEF, mettra au point un



programme de nutrition exhaustif et déterminera le nombre précis de bénéficiaires. L'enquête servira également à mesurer l'état nutritionnel de la population cible avant et après le programme et constituera un mécanisme permettant de suivre les résultats du programme pendant la période d'exécution. Le programme de nutrition comprendra notamment les composantes ci-après:

- système de suivi fondé sur la communauté;
- rations à emporter destinées aux enfants souffrant de malnutrition;
- groupes d'alimentation maternelle et infantile;
- camps de nutrition destinés aux enfants souffrant de malnutrition (sur le modèle de camps de vacances, avec des activités sportives et une information à l'éducation);
- programmes d'alimentation dans les jardins d'enfants;
- programmes de nutrition destinés aux femmes ayant un indice de masse corporelle faible, en particulier les femmes enceintes et les mères allaitantes et les femmes souffrant d'anémie; et
- éducation sanitaire et nutritionnelle destinée aux mères dont les enfants souffrent de malnutrition.

### Remise en état du secteur agricole aux fins du développement

35. Le PAM aidera à la remise en état de l'infrastructure agricole dans les zones cibles identifiées. Les activités VCT se concentreront sur la remise en état et la réparation des canaux d'irrigation. On envisagera aussi la possibilité de planter des arbres et des arbustes sur les berges pour réduire l'évaporation de l'eau et l'envasement. D'autres activités VCT seront axées sur la protection contre les glissements de terrain, la prévention de l'érosion des sols, l'agro-foresterie et la production semencière. Toutes les activités VCT auront pour objet d'accroître la production agricole de manière durable. Le *Armenian Social Investment Fund* (ASIF), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) and l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) sont des partenaires potentiels.
36. Le programme VPF permettra aux petits exploitants d'acquérir des techniques agricoles améliorées et des compétences dans le domaine du commerce et de la commercialisation. Après avoir reçu cette formation, les exploitants devraient vendre plus et percevoir de meilleurs prix pour leurs produits agricoles. Le PAM coopérera avec le PNUD et les centres de vulgarisation agricole pour mener à bien cette activité.

### Renforcement de l'environnement éducatif et social

37. Des activités VCT seront menées pour aider les communautés pauvres à remettre en état les locaux scolaires (en particulier les installations d'évacuation des eaux usées et les systèmes de chauffage), ce qui réduira les risques associés à de mauvaises conditions d'hygiène et permettra aux enfants de fréquenter l'école même au cours des mois d'hiver glacés. Pour cela, le PAM agira en coopération avec l'*Armenian Relief Society*, l'ASIF, les Services de secours catholique (CRS), le Conseil norvégien des réfugiés, le *Peace Corps* et l'UNICEF. Le PAM encouragera aussi l'établissement de jardins dans les écoles bénéficiant de son aide, afin d'augmenter l'autosuffisance alimentaire.
38. Le PAM améliorera l'environnement social grâce à la mise en oeuvre d'activités VCT visant à remettre en état les routes dans les villages et aux alentours reliant les communautés isolées et les terres et les exploitations agricoles et à réparer les installations



publiques dégradées, telles que centres de santé et sportifs, jardins d'enfants, salles municipales et bibliothèques.

39. Le PAM a l'intention d'exécuter un projet pilote avec l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA), en vue d'encourager les parents à garder leurs enfants plutôt que les placer à l'orphelinat comme il le font habituellement lorsqu'ils ne peuvent pas les nourrir. Le PAM fournira des rations alimentaires à des familles entières, tandis que le SIDA, en coopération avec le Ministère de l'éducation, assurera leur soutien psychologique.
40. Le PAM maintiendra sa coopération avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en ce qui concerne les activités de lutte contre la malaria, par le biais d'activités VCT et VPF.

### **Responsabilisation des communautés et des bénéficiaires**

41. Le PAM mettra en place des groupes d'action collective (GAC) dans toutes les communautés où le Programme exécutera des activités VCT et VPF, ou il fera appel aux groupes d'appui social du Ministère des services sociaux, là où ils sont déjà constitués. Ces GAC auront pour rôle d'établir les priorités et de sélectionner les projets communautaires VCT, ainsi que d'identifier les individus les plus nécessiteux en vue de leur participation aux activités VCT et VPF.
42. La formation aux postes de responsabilité dispensée dans le cadre des activités VPF aidera les femmes démunies qui souhaitent jouer un rôle plus actif dans la prise de décisions au niveau de la communauté et assurer la direction des GAC. L'ONG *Women's Republican Council* dispensera aux femmes identifiées par les GAC une formation aux postes de responsabilité.



TABLEAU 4: RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ

	Aide aux groupes vulnérables	Programme de nutrition	Remise en état et développement du secteur agricole	Renforcement de l'environnement éducatif et social	Responsabilisation des communautés et des bénéficiaires	Total
Première année						
Secours	38 000	14 000	0	3 000	0	55 000
VCT	20 000	0	12 000	13 000	0	45 000
VPF	0	12 000	11 000	9 000	8 000	40 000
<b>Total partiel</b>	<b>58 000</b>	<b>26 000</b>	<b>23 000</b>	<b>25 000</b>	<b>8 000</b>	<b>140 000</b>
Deuxième année						
Secours	21 000	8 000	0	1 000	0	30 000
VCT	27 000	0	16 000	17 000	0	60 000
VPF	0	15 000	13 000	12 000	10 000	50 000
<b>Total partiel</b>	<b>48 000</b>	<b>23 000</b>	<b>29 000</b>	<b>30 000</b>	<b>10 000</b>	<b>140 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>106 000</b>	<b>49 000</b>	<b>52 000</b>	<b>55 000</b>	<b>18 000</b>	<b>280 000</b>

TABLEAU 5: RÉPARTITION DES BÉNÉFICIAIRES PAR SEXE

	Aide aux groupes vulnérables	Programme de nutrition	Remise en état et développement du secteur agricole	Renforcement de l'environnement éducatif et social	Responsabilisation des communautés et des bénéficiaires	Total	Pourcentage
Hommes	31 700	20 000	23 000	19 000	4 000	97 700	35
Femmes	74 300	29 000	29 000	36 000	14 000	182 300	65
<b>Total</b>	<b>106 000</b>	<b>49 000</b>	<b>52 000</b>	<b>55 000</b>	<b>18 000</b>	<b>280 000</b>	<b>100</b>



## Mécanisme d'approbation des activités

43. Le PAM identifiera et approuvera les activités VCT et VPF en coopération avec le Ministère des services sociaux (par le biais des groupes d'appui social du Ministère), les associations communautaires (au niveau régional), les groupes d'action collective (au niveau local) et les partenaires d'exécution. Un comité d'examen du programme a été établi à cette fin.

**TABLEAU 6: RÉPARTITION DES PRODUITS ALIMENTAIRES PAR ACTIVITÉ**

	Bénéficiaires	Nombre de jours d'alimentation	Farine de blé	Huile végétale	Lentilles/haricots	Sucre*	Total (tonnes)
Distribution gratuite	85 000	365	14 580	621	931	300	16 432
VCT	105 000	90	18 900	2 600	1 370	–	22 870
VPF	90 000	90	16 200	2 230	1 175	–	19 605
<b>Total partiel</b>	<b>280 000</b>	<b>545</b>	<b>49 680</b>	<b>5 460</b>	<b>3 476</b>	<b>300</b>	<b>58 907</b>
Planification d'urgence	40 000	90	1 690	72	108	–	1 870
<b>Total</b>	<b>320 000</b>	<b>635</b>	<b>51 370</b>	<b>5 532</b>	<b>3 584</b>	<b>300</b>	<b>60 777</b>

\* L'objectif est en partie de fournir une aide aux groupes vulnérables, en particulier aux femmes. La quantité de sucre calculée vise à établir un projet de conservation des aliments en hiver, qui s'adresserait chaque année à 15 000 ménages vulnérables dirigés par une femme. Si l'on compte 10 kilogrammes par ménage, il faut fournir 150 tonnes de sucre par an dans le cadre de cette aide.

## Arrangements institutionnels et sélection des partenaires

44. Le PAM parvient le plus efficacement à atténuer la faim lorsqu'il travaille en collaboration et en concertation avec des partenaires, qui peuvent fournir des intrants essentiels, autres que des produits alimentaires, dont le PAM ne dispose pas. Le bureau du PAM en Arménie entretient d'excellentes relations de travail avec de nombreuses ONG nationales et internationales, les institutions des Nations Unies, les organismes de développement bilatéral, ainsi que les ministères et autorités aux niveaux régional et local. Des liens de coopération forts seront maintenus avec les partenaires grâce à des réunions de coordination de l'aide alimentaire qui se tiendront tous les quinze jours.

45. Le PAM entretient des relations de travail étroites avec le Ministère des services sociaux. Le PAM a l'intention d'élargir cette coopération par le biais d'activités relatives à la responsabilisation des communautés et à l'amélioration de l'infrastructure sociale, et d'organiser des camps de nutrition destinés aux enfants qui souffrent de malnutrition aiguë.

46. Le PAM travaillera également avec le Ministère de la santé pour l'exécution du programme de nutrition, avec le Ministère de l'éducation pour la mise en oeuvre des programmes d'éducation et avec le Ministère de l'agriculture et les centres régionaux de vulgarisation agricole pour l'exécution des activités VCT.



47. Le PAM et ses partenaires d'exécution accorderont une attention toute particulière aux besoins nutritionnels des femmes et veilleront à ce qu'elles bénéficient des distributions de secours du Programme. Des cartes de rationnement seront délivrées à des femmes représentatives des ménages visés. La moitié au moins des ressources VCT sera consacrée à des projets tenant compte des priorités des femmes en matière de développement, qui seront choisis par les femmes (voir le tableau 5 ci-dessus). En outre, dans le processus de distribution, les femmes constitueront au moins 50 pour cent des membres des comités de gestion des produits alimentaires. Toutes les lettres d'entente signées avec le Ministère des services sociaux et avec d'autres partenaires d'exécution tiendront pleinement compte des Engagements du PAM en faveur des femmes et de l'approche sexospécifique exposée dans le présent document.

### Dispositif logistique

48. Le bureau de pays du PAM se trouve à Erevan. En outre, un bureau auxiliaire est situé à Vanadzor, dans le nord, et un bureau de terrain à Kapan, dans le sud. Cette répartition géographique permettra le bon déroulement et la coordination des opérations.
49. Le dispositif logistique du PAM empruntera le même itinéraire que celui de l'IPSR et de l'opération d'urgence en cours. Les vivres du PAM seront expédiés d'Europe et des États-Unis vers le port géorgien de Poti, sur la mer Noire, d'où ils seront acheminés par train vers les points de livraison avancés (PLA) de Vanadzor et Erevan. Le PAM ne prévoit pas d'acheter dans la région de grandes quantités de produits alimentaires.
50. Depuis les entrepôts de Vanadzor et Erevan, le PAM organisera le transport des produits par camion loués vers les points de livraison finals (PLF). La distribution finale des rations à emporter sera assurée par les partenaires d'exécution, tandis que le PAM s'occupera des livraisons de vivres aux partenaires d'exécution participant à des activités VCT ou VPF.

**TABLEAU 7: TONNES DE PRODUITS PAR AN**

	Première année					Deuxième année				
	Secours	VCT	VPF	Urgence	Total	Secours	VCT	VPF	Total	Total (tonnes)
Farine de blé enrichie en fer	9 4	8 1	7 2	1 6	26 4	5 147	10 8	9 0	24 9	51 3
Huile végétale enrichie en vitamine A	402	1 1	994	72	2 5	219	1 4	1 2	2 9	5 5
Lentilles/ haricots	602	587	522	108	1 8	329	783	653	1 7	3 5
Sucre	150	–	–	–	150	150	–	–	150	300
<b>Total (tonnes)</b>	<b>10 5</b>	<b>9 8</b>	<b>8 7</b>	<b>1 8</b>	<b>30 9</b>	<b>5 845</b>	<b>13 0</b>	<b>10 8</b>	<b>29 8</b>	<b>60 7</b>

### Limitation des coûts

51. Pour limiter les coûts d'appui directs, le bureau du PAM en Arménie maintiendra à un bas niveau le nombre de fonctionnaires recrutés sur le plan international, faisant plutôt appel à du personnel national compétent auquel il dispensera une formation adéquate. En outre, des économies seront réalisées grâce à l'établissement de registres dans lesquels seront inscrites les personnes formées (contrôleurs, chauffeurs, agents de recensement,





personnel affecté à la collecte de données, etc.) auxquelles il sera possible de faire appel en période d'activité intense pour couvrir les besoins à court terme, plutôt que de les embaucher à titre régulier. Cette mesure permettra aussi de n'exiger qu'un minimum d'heures supplémentaires de la part du personnel fixe. Le bureau du PAM en Arménie continuera d'utiliser les véhicules, le mobilier et l'équipement et les installations de télécommunications/information des précédents programmes, ce qui permettra de maintenir les dépenses à un bas niveau.


52. Le succès des programmes VCT/VPF, en particulier dans le secteur agricole, dépend de la disponibilité de ressources financières pour acheter des articles non alimentaires, tels que des outils et des matériaux de construction. Les dépenses afférentes aux articles non alimentaires seront réduites au strict minimum en faisant appel aux capacités des partenaires (ONG internationales et nationales et gouvernement).
53. Chaque fois que possible, le PAM déchargera les produits directement des wagons et les chargera dans les camions, pour économiser sur les frais d'entreposage et de manutention. En outre, la possibilité d'acheter des produits alimentaires sur place sera examinée lorsque des contributions en espèces seront versées à l'IPSR. Le PAM conserve une liste des principaux fournisseurs de farine de blé et d'huile végétale dans le pays, qui pratiquent des prix soutenant avantageusement la comparaison avec les prix du PAM.

## Suivi et évaluation

54. Le suivi des activités et des résultats de l'IPSR reste une question clé. L'expérience montre qu'un suivi insuffisant des activités du PAM augmente le risque de corruption et réduit l'impact global de l'aide alimentaire. Des indicateurs clairs pour les objectifs seront établis et le suivi de tous les projets sera harmonisé. En outre, le mécanisme de suivi sera à même d'enregistrer les échecs éventuels et de faire en sorte que le programme s'adapte à l'évolution de la situation et continue de s'adresser aux plus vulnérables (voir le tableau 6).
55. Le PAM et l'UNICEF prépareront une enquête représentative des ménages bénéficiaires aux fins du programme de nutrition. Les résultats du programme seront mesurés par comparaison avec les statistiques avant l'intervention. Une analyse de l'économie vivrière des ménages est prévue au printemps 2001.
56. Après une année d'exécution, on procédera à une évaluation pour déterminer le développement économique et social du pays, le ciblage des bénéficiaires et l'incidence de l'aide alimentaire. Avec d'autres données pertinentes, l'évaluation donnera les éléments voulus pour mesurer les résultats des interventions de l'année précédente et indiquer éventuellement comment reformuler et ajuster l'IPSR.



TABLEAU 8: SUIVI DES RÉSULTATS DE L'IPSR

Elément à suivre	Indicateur	Source d'information	Personne(s)/organisation(s) responsable(s)
<b>Sélection des bénéficiaires des secours</b>	➤ Respect des critères de sélection du PAM	GAC, Groupes d'appui social et PAROS	Contrôleurs du PAM Membres des GAC et des groupes d'appui social Partenaires d'exécution
<b>Site de distribution</b>	➤ Quantité de vivres distribués, avec ventilation des bénéficiaires par sexe	Cartes d'enregistrement et listes	Contrôleur du PAM Partenaires d'exécution
<b>VCT/VCF</b>	➤ Le processus de sélection des bénéficiaires est transparent (distribution de dépliants, annonces à la radio, etc.) ➤ Tous les bénéficiaires connaissent leurs droits ➤ La participation aux activités VCT/VPF s'effectue en fonction de la ventilation par sexe du PAM ➤ La sélection des activités VCT reflète les priorités des femmes en matière de développement dans la communauté pour 50 pour cent des activités VCT.	Vérifications dans les communautés bénéficiant de l'aide	Contrôleurs du PAM Partenaires d'exécution
 <b>Suivi des ménages</b>	➤ Utilisation des produits alimentaires du PAM—consommés, vendus ou échangés ➤ Durée de la ration fournie, par produit ➤ Autres sources de nourriture ➤ Observation, au sein du foyer, du degré de vulnérabilité des familles bénéficiaires, en particulier celles dirigées par une femme	Entretiens avec les femmes bénéficiaires	Contrôleurs du PAM Partenaires d'exécution Personnel de programme du PAM
<b>Marché</b>	➤ Prix du blé, des pommes de terre, du pain, du lait, de la viande, du carburant ➤ Variations des pratiques de troc	Enquête sur les prix du marché Enquête sur les pratiques de troc	Contrôleurs du PAM Partenaires du développement Gouvernement (collecte de l'information)
<b>Partenaires d'exécution</b>	➤ Résultats obtenus par les partenaires d'exécution	Plans de travail, rapports de suivi et d'état d'avancement	Contrôleurs du PAM Personnel de programme du PAM
<b>Installations de stockage</b>	➤ Registres des entrepôts du PAM, emplacement, gestion	Vérifications concrètes	Unité logistique du PAM

## Mesures de sécurité

57. L'Arménie a une frontière commune avec la Turquie à l'ouest, la Géorgie au nord, l'Azerbaïdjan à l'est et l'Iran au sud. Depuis 1988, la grave tension politique entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet du statut du Nagorno-Karabakh a entraîné des déplacements de population et la fermeture du principal couloir commercial. L'Azerbaïdjan a imposé un blocus total en 1991, et la Turquie lui a emboîté le pas la même année. Les échanges transfrontaliers avec la Turquie ont complètement cessé depuis avril 1993.
58. Le blocus imposé par l'Azerbaïdjan et la Turquie a été envenimé par des troubles civils en Géorgie, en Abkhazie et dans l'Ossétie du sud. Cette situation perturbe parfois la circulation des trains, aussi bien les services passagers que marchandises, en provenance du nord.
59. La tournure récente des événements, notamment l'admission de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan au sein du Conseil de l'Europe et l'activité du Groupe de Minsk, est de bon augure. Malgré cela, et bien que les toutes dernières rencontres entre le Président de l'Arménie et celui de l'Azerbaïdjan aient ranimé l'espoir quant à un règlement du différend dans le futur et à la signature d'un accord de paix, les routes des régions voisines de l'Azerbaïdjan restent peu sûres. Il est toujours possible d'être exposé à des tirs de mitrailleuses, à des tireurs isolés ou au feu de l'artillerie légère.
60. L'insuffisance des soins médicaux en dehors de Erevan peut être considérée comme un autre risque auquel est exposé le personnel des Nations Unies et les autres agents de l'aide humanitaire. Du point de vue de la sécurité, Erevan est classée actuellement comme phase 2, et toutes les zones hors de cette ville sont phase 3.
61. Les mesures préventives et d'urgence à prendre pendant les activités en cours comprennent notamment l'installation d'équipement à haute fréquence (HF) et à très haute fréquence (VHF) dans tous les véhicules du PAM, une formation plus poussée pour sensibiliser le personnel aux questions de sécurité et une formation aux premiers secours.

---

## STRATEGIE DE RETRAIT

62. La stratégie de retrait de l'IPSR part du principe que pendant la deuxième année d'opération, les bénéficiaires auront acquis une capacité de production adéquate et un certain niveau d'autosuffisance. Cette évolution positive dépendra en grande partie du règlement du différend au sujet du Nagorno-Karabakh. A l'heure actuelle, il n'est pas possible de prévoir l'évolution de la situation politique et ses implications pour la situation de la sécurité alimentaire du groupe visé par le PAM. Par conséquent, on recommande d'effectuer une évaluation au milieu de l'année 2002, afin de déterminer la conduite à suivre.



## Dispositif d'urgence

63. Plusieurs entretiens interinstitutions et évaluations indépendantes, y compris une évaluation menée par la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ont permis d'identifier les quatre scénarios ci-après comme étant les plus probables:
- tremblement de terre
  - accident nucléaire
  - troubles civils
  - guerre
64. Bien qu'un séisme soit la cause la plus probable d'une situation d'urgence, les quatre scénarios auraient vraisemblablement des résultats similaires:
- grand nombre de personnes déplacées ou sans abri;
  - besoin de trouver des logements temporaires;
  - besoin de grandes quantités d'aide alimentaire;
  - besoin accru de fournitures médicales de base; et
  - besoin d'approvisionnements en eau potable.
65. Il est essentiel de ne pas considérer le scénario d'urgence en Arménie comme un phénomène isolé. Tous les pays de la région du Caucase du sud sont exposés à des risques de catastrophes analogues. Les installations et les ressources des Etats voisins devraient être considérées comme des actifs potentiels dans la région. On peut supposer qu'en cas de catastrophe humanitaire de grande ampleur où que ce soit dans la région, la pression internationale parviendra à obtenir la levée des embargos actuels afin de faciliter et d'optimiser l'aide humanitaire. Les stocks de produits alimentaires du PAM dans les pays voisins pourraient être redirigés sur l'Arménie et inversement. Tout récemment encore, le Président de l'Arménie a offert son aide à l'Azerbaïdjan qui avait été frappé par un séisme.
66. Mis à part Erevan, les villes d'Arménie ne comptent pas plus de 50 000 habitants. Il est suggéré de constituer un stock d'urgence sur la base de la ration alimentaire à emporter fournie au titre de l'IPSR, en quantité suffisante pour nourrir 40 000 personnes pendant trois mois. Cela permettrait de nourrir 120 000 personnes pendant un mois, si besoin était.
67. Il est recommandé au Conseil d'administration d'approuver l'IPSR, dans les limites du budget figurant aux annexes I et II.



## ANNEXE I

## VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
<b>COÛTS POUR LE PAM</b>			
<b>A. Coûts opérationnels directs</b>			
Produits <sup>1</sup>			
– Farine de blé enrichie en fer	51 373	173,59	8 9
– Huile végétale enrichie en vitamine A	5 537	678,59	3 7
– Lentilles/haricots	3 585	770	2 7
– Sucre	300	230	69 0
<b>Total, produits</b>	<b>60 795</b>		<b>15 5</b>
<b>Transport extérieur</b>			
Transport terrestre			2 8
Total partiel pour TIEM			2 4
<b>Total, TTEM</b>			<b>5 3</b>
<b>Autres coûts opérationnels directs</b>			<b>679 0</b>
<b>Total, coûts opérationnels directs</b>			<b>26 0</b>
<b>B. Coûts d'appui directs (voir l'annexe II pour les détails)</b>			
<b>Total, coûts d'appui directs</b>			<b>2 4</b>
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>28 5</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires.



**ANNEXE II****BESOINS D'APPUI DIRECTS (*dollars*)****Dépenses de personnel**

Personnel international	263 0000
Fonctionnaires nationaux	216 000
Personnel national des services généraux	1 062 400
Personnel temporaire	27 000
Heures supplémentaires	48 500
Mesures d'incitation	32 000
Consultants internationaux	75 000
Consultants nationaux	9 000
Voyages du personnel en mission	85 000
Formation et développement du personnel	50 000
<b>Total partiel</b>	<b>1 867 900</b>

**Dépenses de bureau et autres dépenses récurrentes**

Location des locaux	92 000
Services collectifs (général)	26 000
Autres dépenses	29 000
Communications et services IT	128 000
Assurance	34 000
Réparation et entretien du matériel	34 000
Entretien des véhicules et frais d'exploitation	132 000
Autres dépenses de bureau	20 000
<b>Total partiel</b>	<b>495 000</b>

**Matériel and autres charges fixes**

Mobilier, outils et matériel	12 000
Véhicules	55 000
Matériel TC/IT	38 000
<b>Total partiel</b>	<b>105 000</b>

<b>TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>2 467 900</b>
------------------------------------	------------------



---

## LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ASIF	<i>Armenian Social Investment Fund</i>
CEI	Communauté des Etats indépendants
CRS	Services de secours catholique
FMI	Fonds monétaire international
GAC	Groupe d'action collective
GTZ	Office allemand de la coopération technique
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMS	Organisation mondiale de la santé
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
PAROS	Système d'évaluation de la vulnérabilité mis en place par le gouvernement
PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
PIB	Produit intérieur brut
PLA	Point de livraison avancé
PLF	Point de livraison final
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIDA	Agence suédoise pour le développement international
UMCOR	<i>United Methodist Committee on Relief</i>
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international
VCT	Vivres-contre-travail
VPF	Vivres pour formation

